

ANARCHISTES D'ESPAGNE AU COMBAT!...

Des événements considérables se chevauchent actuellement dans la politique mondiale, qui laissent loin, dans leurs tripotages d'arrière-boutique, les préparateurs laborieux et... inutiles de la Constitution.

La décision prise par la France - puis par les États-Unis suivis de la Grande-Bretagne - de liquider le régime de Franco, le raidissement soudain de l'Amérique devant les visées annexionnistes de l'U.R.S.S., exprimé par un discours sans ambiguïté de Byrnes à New-York, la maladie diplomatique de Léon Blum devant les dernières décisions financières du Congrès américain, l'amnistie «*intelligente*» du gouvernement français pour les victimes de l'horrible répression de Sétif par un même gouvernement sont les faits marquants d'une seule question: la manœuvre tantôt diplomatique, tantôt stratégique, tantôt économique de plusieurs pions d'un même système et qui ne peuvent, pour n'être pas rayés du jeu, que se manger entre eux - ou se bien placer en attendant le moment propice de se débarrasser de l'adversaire qui gène leur existence propre.

La question espagnole nous est trop familière, à nous anarchistes, pour que nous ne la mentionnions pas plus spécialement.

Il faut être un enfant pour croire tout d'abord que c'est seulement maintenant que les démocraties découvrent l'ignominie d'un régime fasciste en Espagne et qu'ils possèdent enfin les moyens de se débarrasser de Franco.

L'Espagne est un lieu de l'Europe capitaliste où beaucoup trop de facteurs économiques et idéologiques déterminants se trouvent réunis pour que le problème soit résolu à la légère par les grandes oligarchies qui dirigent la politique des nations.

L'Espagne est le lieu du monde où se trouvent réunis, en puissance compacte et réalisatrice, le plus grand nombre d'hommes pour qui l'existence d'un État gouvernant les individus dans le cadre d'une société où le profit, l'inégalité, les classes, la servitude sont érigés en système doit être supprimé par l'action directe des individus eux-mêmes, pour faire place à une société libre d'hommes qui décideront eux-mêmes de la satisfaction de leurs besoins en ne produisant que pour ces besoins et non pour le profit d'une classe; toutes les classes étant liquidées par l'impossibilité pour un homme de posséder les moyens d'exploiter un autre homme.

Pourquoi, du côté des démocraties, a-t-on attendu si longtemps avant de prendre ces mesures diplomatiques et bien pâles de polichinelles, qui feront sourire tous les véritables révolutionnaires? Pourquoi n'arrête-t-on seulement que maintenant l'envoi des armes, des avions, des camions, des vivres, des matières premières à Franco? Y avait-il droit jusqu'à aujourd'hui? Les milliers d'antifascistes qui sont tombés entre ses mains et qu'il a torturés et exécutés ne suffisaient donc pas pour que la conscience humaine s'éveillât enfin? Il a vraiment fallu attendre l'exécution de Cristina Garcia pour cela? Il a vraiment été impossible de débouter la puissance militaire franquiste? Il était si difficile de préparer le cabinet élargi d'un gouvernement Giral?

Autant de questions essentielles qui ruinent le capitalisme mondial devant ses pauvres protestations tardives et sentimentales dont il nous abreuve présentement.

On savait - on a toujours su - à Londres, à Washington et à... Paris que le régime de Franco n'était pas viable en Espagne parce qu'il y avait toujours, là-bas, des militants de la *Fédération anarchiste ibérique* et de la C. N. T. à la tête du combat révolutionnaire dans les maquis et dans les villes. Les mêmes hommes

qui, en 1936, ont pris les barricades franquiste les poings nus, dans le sacrifice extraordinaire de leur vie à l'idéal d'un monde libéré de nos misères, ces mêmes hommes qui avaient réussi contre l'étouffement de ces mêmes démocraties, à créer des collectivités entières où l'argent n'existe plus, dans le fédéralisme le plus total - ces mêmes hommes continuaient la lutte et attendaient la faute de l'adversaire pour gagner peut-être une révolution qu'ils avaient perdue il y a huit ans, une révolution qui n'aurait peut-être pas eu, de la part du prolétariat européen, le lamentable écho d'indifférence qu'elle avait soulevé.

La prise de position des démocraties arrive à son heure. A l'heure choisie où les risques pour le capitalisme, de se faire devancer par l'ennemi de classe sont amoindris, où tout est préparé pour que les gros intérêts économiques qu'il possède sur le sol espagnol continue à lui être garantis - comme Franco les garantissait lui-même jusqu'ici: les mines de charbon des Asturies, les mines de cuivre de Rio-Tinto, Penaroya, les mines de mercure d'Almaden, etc..., etc...

Ne s'engager à chasser Franco, qui a décidément le peuple contre lui, que lorsque une clique de domestiques bien stylés sera prête à continuer la gestion des affaires - en l'espèce, le gouvernement Giral - tel est le sens vrai de toutes ces tractations louches et secrètes. On hésite à brusquer les événements, on prétend ne pas vouloir intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne et laisser au peuple la libre responsabilité d'un remplacement de Franco, parce qu'en plus de l'autre grande question, l'intervention du concurrent soviétique dans ce lieu géographique de l'Europe risquerait de gêner la cuisine où l'on n'a pas l'intention de voir s'installer d'autres invités que soi!

Nos camarades de la F.A.I.-C.N.T. savent à quoi s'en tenir sur le renversement de Franco. Il n'y aura de libération des travailleurs espagnols, non quand Franco sera remplacé par un quelconque politicien qui maintiendra le système économique du capitalisme en fonction, mais seulement lorsque les révolutionnaires d'Espagne passeront à l'action directe et se libéreront eux-mêmes de la société capitaliste et de son administrateur, l'État, pour instaurer le communisme libre des anarchistes!

Le LIBERTAIRE.
